

Quarante ans après la *Marche Verte* du 6 novembre 1975, qui a clos la question de la colonisation des provinces du sud marocain par l'Espagne en permettant leur restitution au Royaume chérifien, une analyse d'envergure est devenue nécessaire sur la persistance du conflit sur le Sahara marocain (dit « *occidental* ») créé de toutes pièces par l'Algérie et le bloc communiste au milieu des années 1970. En effet, si, malgré qu'en aient certains nostalgiques du bloc communiste, la question de l'avenir des provinces sahariennes du Maroc est résolue depuis 1975 - l'accord de Madrid du 14 novembre 1975 ayant eu pour effet de mettre fin au statut de territoire non-autonome des provinces sahariennes du Maroc -, le conflit diplomatique et politique persiste sur la scène internationale.

✘ Ce conflit a été instrumentalisé et continue à être un fonds de commerce pour quelques États, organisations, associations et militants qui se croient encore au temps de la Guerre froide. Désinformation, propagande, provocations, campagnes ciblées d'intoxication, toutes les méthodes bien connues de l'activisme révolutionnaire totalitaire continuent à fonctionner grâce aux subventions d'un régime algérien qui, depuis 1975, tente d'accréditer la fiction d'un mouvement séparatiste fantoche au Sahara marocain, le Polisario, et reste, hélas, obsédé par sa haine du Maroc.

Quant au Maroc, il a pacifié la région et a écarté depuis longtemps la menace militaire agitée jadis par Alger, avec la participation de forces importantes venues de Cuba et de l'Europe de l'Est sous occupation soviétique. Il est clair, comme l'a reconnu un haut représentant des Nations Unies, qu'il n'y aura jamais de création d'une entité séparée au Sahara marocain. En outre, le Maroc a accompli des efforts gigantesques, financiers, administratifs, technologiques, éducatifs et sanitaires, pour mettre cette région, tragiquement délaissée lors de l'occupation espagnole, au niveau du reste du pays. D'un désert où il n'y avait aucune infrastructure, où les maigres populations étaient laissées à l'abandon, où les soins de santé et l'éducation étaient inexistantes, la volonté marocaine a permis de développer des territoires dotés de routes, d'aéroports, de ports, de villes, de services de santé, d'écoles, d'usines de dessalement d'eau, de réseaux électriques. Des ressources nouvelles ont été mises en valeur: les ressources halieutiques, les énergies renouvelables, le tourisme. Et il est notable que les choix ont été faits dans une logique de développement durable, comme avec le souci de profiter aux populations. En outre, la résolution du 25 avril 2013 du Conseil de sécurité de l'ONU a clarifié les choses puisqu'elle rend hommage aux incontestables réalisations du Maroc en matière de droits de l'Homme au Sahara marocain, notamment grâce à la mise en place, à Dakhla et Laayoune, des commissions régionales du Conseil national des droits de l'Homme.

Le développement économique et social des provinces du Sud n'a été possible que grâce à la volonté politique de la monarchie et à la mobilisation de tout le peuple marocain. L'objectif a été de combler les retards locaux, comme cela s'est fait dans d'autres régions du Royaume, par exemple, le Nord et l'Orient, pour que chacun puisse participer à la marche en avant du Maroc. Ce développement, dû aux sacrifices consentis, a été une grande cause nationale pour montrer au monde que le Maroc était chez lui dans toutes ses régions et qu'il construisait sérieusement l'avenir collectif à travers le développement de chacun d'entre elles, consolidant ainsi cette « exception marocaine » qui s'impose désormais comme une évidence (v. L'exception marocaine, collectif, Paris, Ellipses, 2014).

Ce qu'a fait le Maroc bien peu d'États et de peuples auraient pu le faire, bien peu auraient su tenir ainsi une ligne ferme dans la durée, bien peu auraient consenti les mêmes sacrifices. Il fallait pour cela la volonté clairvoyante des souverains qui se sont succédé et un vrai enthousiasme populaire national.

Dans un monde arabe en crise, menacé par les séparatismes et les divisions, cette réussite de la réunification du Maroc dans le cadre d'un grand projet national de développement global est l'un

des rares motifs d'espoir. Il est vrai que le Royaume chérifien est le seul pays émergent du Maghreb et le seul qui présente de sérieuses garanties pour la stabilité de toute la région et la lutte contre la menace terroriste. C'est pourquoi, le conflit artificiel entretenu par l'Algérie est particulièrement déplorable, quand un Maghreb arabe uni serait une si évidente source de stabilité et de progrès.

Le Maroc a présenté en 2007 au Secrétaire général des Nations Unies une Initiative pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara. Dans sa résolution 1783 du 31 octobre 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est félicité des efforts « sérieux et crédibles faits par le Maroc pour aller de l'avant vers un règlement ». De nos jours, tous les observateurs objectifs et les principaux États - à commencer par les États-Unis et la France - reconnaissent que le plan d'autonomie, dans le cadre de la souveraineté du Royaume et de son unité nationale, constitue la seule solution appropriée pour en finir avec ce triste reliquat de la Guerre froide. Si l'on veut éviter que cette partie du sud de la Méditerranée se transforme en une nouvelle Somalie, une seule conclusion s'impose: il faut en tout premier lieu mettre un terme au conflit sur le Sahara marocain.

La proposition marocaine constitue donc une chance qu'il faut saisir pour sortir de l'impasse et mettre un terme à ce conflit artificiel qui n'a que trop duré. Il est temps que la communauté internationale apporte tout son soutien au Maroc, qui propose une solution réaliste et crédible, tout en invitant clairement l'Algérie à mettre un terme à une crise qui est un facteur de déstabilisation supplémentaire dans une région sahélo-saharienne où l'on déplore la montée en puissance des groupes extrémistes politico-religieux. Or, il est notoire que les groupes terroristes sévissant dans cette région sahélo-saharienne, AQMI, Mourabitoune et autre DAECH, ont avec le Polisario des relations d'autant moins surprenantes que tous sont souvent issus de la même matrice algérienne.

Il faut en finir avec le conflit sur le Sahara marocain et il faut le faire vite à un moment où les risques de déstabilisation ne cessent de s'étendre du fait du dynamisme des groupes terroristes et de l'affaiblissement - voire de l'effondrement - d'un bon nombre d'États, sans compter les menaces qui pèsent sur d'autres, à commencer par une Algérie dont l'économie de rente est frappée de plein fouet par la chute des cours pétroliers. Pourtant le régime algérien continue son aventure sans issue et ses manipulations, l'une des dernières en date étant l'instrumentalisation du secrétaire général des Nations unies sur le départ, Ban Ki-moon, qui a gravement dérapé lors d'une visite en Algérie au début mars 2016.

Pour toutes ces raisons, il était devenu indispensable de disposer d'un dossier exhaustif sur l'affaire du Sahara marocain, avec en particulier la nécessité de clarifier l'état du droit en la

matière et de mettre en exergue les graves conséquences géopolitiques de la persistance du conflit. Tel est l'objet de cet ouvrage. Rédigé par des spécialistes de plusieurs pays (Allemagne, Espagne, France, Liban, Sénégal sans compter le Maroc), il constitue une somme sur une question qu'il traite sous des angles divers, historique, politique, géopolitique, juridique, social ou économique. Il s'adresse bien sûr aux chercheurs et aux étudiants, mais aussi aux hommes politiques, aux diplomates et, plus largement à tous ceux qui sont intéressés par les questions géopolitiques du Maghreb et de la zone sahélo-saharienne.

Charles Saint-Prot, Jean-Yves de Cara, Christophe Boutin

Editions du Cerf, collectif sous la direction de Charles Saint-Prot, Jean-Yves de Cara, Christophe Boutin, 313 pages, 20 euros.

Cliquer [ICI](#) pour commander cet ouvrage

SOMMAIRE

Avant-propos

Le dossier historique et politique

- *Un conflit artificiel*, Charles Saint-Prot
- *Le projet d'autonomie du Sahara marocain seule solution pour mettre fin au conflit*, Babacar Diallo

Le dossier stratégique

- *Le Sahara marocain et la sécurité régionale*, Christophe Boutin
- *Le Polisario, un mouvement contre la sécurité internationale*, José Maria Gil Garre

Le dossier juridique

- *Une affaire de souveraineté*, Jean-Yves de Cara
- *Le plan marocain d'autonomie au regard des standards internationaux*, Abdelhamid el Ouali
- *Les droits de l'homme, une analyse de la prestation du Maroc sur la base des documents des Nations Unies*, Kestin Odendahl
- *La protection des droits de l'homme au Sahara marocain*, Christophe Boutin
- *Le syndrome de Tindouf. Situation de non-droit et déni de protection internationale des « réfugiés » sahariens*, Abdelhamid el Ouali

Le dossier social et économique

- *Le développement social au Sahara marocain*, Zeina el Tibi
- *Le développement global*, Henri-Louis Védie

Annexes